



CTL Renault Lardy

Lundi 19 février 2024

La grève pour de meilleurs salaires à l'ordre du jour pour nous tous !

Les contrôleurs SNCF en grève à 70 % durant trois jours au beau milieu des vacances d'hiver de la zone C, comprenant notamment la région parisienne, et voilà un emballement médiatique comme on en a déjà connu par le passé : haro sur les cheminots, « ces privilégiés », ces « preneurs d'usagers en otages » et sus au droit de grève dans les transports... que la droite voudrait interdire 60 jours par an, rien que ça !

Les trains ne roulent pas tout seuls

Il est peu probable que les 90 % de la population qui ne partent jamais aux sports d'hiver se soient sentis « pris en otage » par des cheminots qui avaient prévenu depuis plusieurs mois qu'ils exerceraient leur droit de grève entre le 16 et le 19 février s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur des revendications salariales et de conditions de travail qu'ils portent depuis plusieurs années.

La direction de la SNCF les a méprisés, tout comme le gouvernement et les patrons méprisent toutes celles et ceux qui ne peuvent plus vivre dignement de leur salaire en ces temps d'inflation. La rémunération des contrôleurs est constituée de 40 % de primes qu'ils perdent dès qu'ils sont malades et qui ne comptent pas toutes pour la retraite. Déjà, en décembre 2022, ils avaient mené une grève massive, à la suite de laquelle la direction de la SNCF avait lâché quelques miettes, mais sur la question principale, celle leur rémunération de base, rien.

Alors voilà pourquoi ils et elles ont fait grève massivement de nouveau, et c'est bien normal !

« Travailler est un devoir » (Attal) : LOL

Eh oui, la grève ça se voit, ça a même des effets... sur « l'économie » s'étranglent tous ces députés et sénateurs qui veulent inventer un calendrier annuel des jours sans grève. Le gouvernement ne serait pas contre, le Rassemblement national non plus. Mais c'est plus facile à dire qu'à mettre en œuvre, car tout ce petit monde tout dévoué aux intérêts des riches et des patrons le sait bien : la force des travailleurs et des travailleuses, c'est la grève justement !

D'ailleurs ces dernières semaines, la multiplication des grèves pour de meilleurs salaires est là pour leur rappeler.

À la RATP (aux ateliers de maintenance), à la Poste (notamment dans les centres de tri), mais aussi dans de nombreuses entreprises du privé (chez Revima, Ubisoft, Proxiserve, Alstom et beaucoup d'autres) les salariés exigent des augmentations de salaire qui leur permettent de faire autre chose que survivre.

Notre vrai devoir : aller chercher 400 euros de plus pour toutes et tous !

Cette tendance générale à la baisse des salaires est d'autant plus choquante quand on la compare à l'explosion des profits à laquelle on assiste depuis trois ans.

La Bourse vient de pulvériser son record historique ; 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022 ; Total, CMA-CGM, PSA-Stellantis, Vinci, Lactalis... toutes les grandes entreprises voient exploser leurs profits, obtenus par le gel des salaires, des années de politique d'allègement de cotisations sociales, de réformes et de plans d'austérité, mais aussi de dégradation des services publics, d'attaques contre le financement des retraites et du chômage... De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, et plus que jamais même !

Et c'est toutes et tous ensemble qu'on devra défier nos patrons et le gouvernement, comme ont osé le faire pendant un week-end quelques centaines de cheminots. Aucun appel au niveau national des directions syndicales ne nous y invite mais cela ne doit pas nous paralyser. Bien au contraire, c'est par nos grèves, et en les généralisant dans une lutte offensive d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires, qu'on pourra récupérer tout ce qu'on nous a volé depuis des années !

Pas de quoi augmenter nos salaires ?

Une fois de plus, la direction se contente d'annonces cosmétiques à l'occasion des NAO et mise sur les primes d'intéressement pour nous vendre des hausses de salaires inférieures à l'inflation. Des primes volatiles et qui ne compteront pas pour nos pensions de retraite. Pourtant il y a largement de quoi nous augmenter : des profits records (plus de 2 milliards) et des dividendes en hausse pour les actionnaires, sur fond de marge opérationnelle dopée par la montée en gamme... Sauf que c'est grâce à notre travail que les actionnaires se gavent, alors qu'on ne peut plus se payer les voitures sur lesquelles on bossse.

Il est temps de réclamer notre dû ! Et qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas les moyens...

De l'argent il y en a, dans les poches de Luca !

Pour lui, ça va. Le patron de Renault va remplir pour poursuivre son oeuvre de destruction des emplois et des conditions de travail, et des salaires en berne par rapport à l'inflation. Lui va augmenter sa rémunération à l'occasion de sa prolongation, car le pauvre n'arrivait pas à suivre avec ses 3,2 millions d'euros annuels, même avec un bon million d'euros sous forme d'actions à verser en 2025. Pour aborder l'avenir plus sereinement, il a donc négocié pour son prochain mandant une hausse du salaire en cash.

Pour une fois, on peut suivre l'exemple et exiger en 2024 ce dont on a besoin : 400 € par mois pour tous.

Après les élections, passons à l'action

Les élections professionnelles chez Ampère ont montré que malgré un démantèlement taillé sur mesure pour conforter les « syndicats » à son service, la direction a perdu son pari. De Lardy à Cléon en passant par le Technocentre ou VSF, nous sommes nombreux à ne pas marcher dans les combines patronales. C'est un point d'appui pour les luttes à venir, qu'il faudra mener ensemble, par-delà les divisions organisées par la direction et sa propagande pour nous enfumer.

Leasing « social », subventions patronales

Si son effet sur le changement climatique est douteux, l'impact du nouveau dispositif de leasing social sera surtout positif pour les bénéficiaires des constructeurs. Car pour que les 50 000 bénéficiaires ne paient qu'une centaine d'euros par mois, c'est l'État qui prend en charge une partie du prix des voitures - qui ont augmenté... ça tombe bien pour eux ! Moins pour ceux qui vont payer la facture pour compenser cet argent public judicieusement dépensé.

Et Bruno Le Maire annonce déjà qu'on paiera l'addition. Avec en moyenne 13 000 € par véhicule payés par l'État, même Carlos Tavares va finir par aimer la voiture électrique !

« Désmicardisation » : Attal prépare les esprits

Un rapport parlementaire propose d'autoriser les patrons de PME à payer leurs salariés en dessous des minimums prévus par les conventions collectives. Rien n'est encore fait, mais ce ballon d'essai prépare le terrain à de futures attaques contre nos rémunérations.

Sous les claviers, la rage

Des centaines de salariés de la plus grosse entreprise de jeux vidéo du pays étaient en grève mercredi 14. Ils ont sorti les drapeaux et le piquet pour obtenir des « salaires dignes », une hausse de 5 % minimum. Chez *Ubisoft*, les profits et le cours des actions sont au top, au prix d'une pression constante sur les travailleurs. Sous-payés, surchargés, confrontés à un management toxique et même à des affaires de harcèlement sexuel, ils prennent le chemin de la lutte collective et c'est tant mieux !

Deux ans d'invasion meurtrière en Ukraine

Voilà bientôt 2 ans que Poutine a lancé son offensive en Ukraine. Plus d'un demi-million de victimes plus tard dans les deux camps, la situation ne semble pas près de se régler.

En tournée à Berlin et Paris, Zelensky a obtenu des financements et un engagement de Macron à soutenir militairement et économiquement l'Ukraine pour les 10 prochaines années. Les marchands d'armes apprécieront. Mais est-ce que les populations ukrainiennes et russes devront supporter la guerre encore 10 ans ?

En 1917, les travailleurs et soldats de Russie avaient trouvé le meilleur moyen d'arrêter la guerre : par la révolution, ils ont cessé de se battre pour les intérêts des puissants et commencé à défendre les leurs.

Non au massacre à Rafah !

Alors que plus de 1,4 million de Gazaouis se sont réfugiés dans la ville de Rafah, à la frontière sud de la bande de Gaza, l'armée israélienne la pilonne depuis des jours. La guerre menée par Israël a fait déjà près de 30 000 morts. L'hôpital Khan Younes pris d'assaut par l'armée, est totalement hors service. Et Netanyahu d'affirmer que ce n'est même pas le sort des otages qui va l'arrêter de mener jusqu'au bout son offensive sur la ville.

Ce sont ces massacres que Macron et Biden soutiennent, même quand ils demandent plus de modération, parce qu'Israël avec sa politique coloniale et guerrière leur sert de gendarme contre les peuples du Moyen-Orient.

Participons nombreux aux manifestations pour exiger le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza, l'arrêt des colonisations en Cisjordanie et la liberté pour le peuple palestinien.